

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



Mars 2010

SOMMAIRE

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	11
Asie	13
Europe	14
Méditerranée	15
Institutions européennes	20
CGLU	23
Etudes	24
Actualités	25
Agenda	27
Publications	29

Le Forum de la coopération internationale des collectivités locales, les 5 et 6 juillet 2010, au Palais des Congrès de Paris

Les coopérations internationales des collectivités territoriales françaises augmentent régulièrement en quantité et en qualité. Dans le même temps, l'intérêt qu'elles suscitent va croissant. Cela se traduit par une multiplication d'événements en France et à l'étranger et par une sollicitation, chaque jour accrue, des acteurs de ces coopérations. Votre association, Cités Unies France, participe, pour sa part, à cette hyperactivité en multipliant tout au long de l'année les réunions géographiques ou thématiques sans parler des rencontres bilatérales aux quatre coins du monde.

La nécessité de regrouper certaines de ces manifestations et de mieux faire connaître la coopération décentralisée nous a amené, après pas mal de réflexions, à mettre sur pied un forum regroupant, pendant deux jours, l'assemblée générale de Cités Unies France et plusieurs réunions programmées normalement pendant l'année. Nous avons donc créé le **Forum de la coopération internationale des collectivités locales** qui se déroulera les 5 et 6 juillet au Palais des Congrès de Paris, Porte Maillot.

D'ores et déjà, le ministère des Affaires étrangères et européenne (MAEE), l'Agence Française Développement (AFD), les grandes fédérations de pouvoirs locaux et les principales structures spécialisées travaillant avec les collectivités sur l'international ont manifesté leur intérêt et seront associées à l'événement.

Pour porter un tel forum, destiné à être reconduit chaque année, et pour créer autour des collectivités de nouveaux partenariats,

il est apparu nécessaire, s'agissant d'un métier très particulier, de mettre en place un outil juridique adapté. Le bureau exécutif, après un débat approfondi, a décidé, sur proposition de Charles Josselin, président de CUF, de créer **l'Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités (ICIC)**. Il s'agit d'une société à actionnariat simplifié (SAS), créée en partenariat avec « Média Contact Services », société spécialisée dans ce genre de manifestation. Nous disposons au sein de l'ICIC de la majorité des pouvoirs. Des investisseurs institutionnels doivent rapidement nous rejoindre.

Le programme de l'assemblée générale et du forum qui l'accueille vous sera rapidement soumis. D'ores et déjà le thème de la séance plénière a été acté par le bureau exécutif. Nous y traiterons de la coopération décentralisée dans ses liens avec le développement économique des territoires au Sud. Par ailleurs, les pôles Afrique, Méditerranées et Amérique latine de CUF tiendront leurs réunions. Des structures extérieures, ainsi que la MAEE, utiliseront le forum pour mener des réflexions sur des sujets thématiques ou institutionnels.

C'est une dynamique nouvelle que nous voulons créer pour nos adhérents. Elle est destinée à rendre plus visible et à valoriser les coopérations décentralisées, tout en vous permettant d'être contact avec l'ensemble des partenaires intéressés.

Bertrand Gallet
Directeur général

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germès-Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Vers les premiers Ateliers de la coopération décentralisée franco-béninoise

Le groupe-pays Bénin s'est réuni sous la présidence de Rose-Marie Saint-Germès-Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, le 12 février, avec une première participation de la ville de Bessancourt et celle, renouvelée, de l'Ambassade du Bénin. Cette première réunion a lancé les préparatifs des premiers Ateliers de la coopération décentralisée franco-béninoise, prévus pour la première quinzaine du mois de juin, au Bénin. Une mission préparatoire de la présidente du groupe-pays, de sa responsable relations internationales et d'une représentante du pôle Afrique de Cités Unies France doit permettre d'avancer sur ces préparatifs (25-27 février ; 1-3 mars). Les thématiques devront notamment être précisées à cette occasion.

Les prochains rendez-vous pour le groupe-pays sont le 26 mars et 5 mai 2010 (matin).

Accès à l'eau, l'assainissement au Bénin, le 10 décembre 2009

Ce premier atelier est issu d'une réflexion commune entre l'ARENE Ile-de-France et le programme Solidarité Eau. Il illustre une approche « pays » qui sera menée sur les thématiques de l'eau et de l'assainissement.

Les actes de l'atelier sont téléchargeables sur le site internet de l'ARENE :

<http://areneidf.org/fr/Cooperation-decentralisee-30.html>

Contact :

Denis Dangaix

ARENE Ile de France

Courriel : d.dangaix@areneidf.org

BURKINA FASO

Président : Jean-Bernard Damiens, vice-président du Conseil régional du Limousin

Restitution finale de l'évaluation de la coopération décentralisée franco-burkinabè, le 9 avril 2010

Le bureau de l'évaluation du MAEE et le Centre International d'Etudes pour le Développement Local (CIEDEL) présenteront au groupe-pays, le 9 avril prochain, les résultats de cette évaluation, réalisée en 2009, à la demande du Délégué à l'action extérieure des collectivités territoriales. Jean-Bernard Damiens, président du groupe-pays Burkina Faso, et Michel Roux, membre du comité de pilotage, animeront cette rencontre.

Journées de la commune burkinabè

Les 12^{èmes} Journées de la commune burkinabè se sont tenues du 24 au 26 février 2010, à Ouahigouya, sur le thème « Le rôle et la place des communes burkinabè dans le processus d'intégration régionale ».

Programme tripartite germano-burkinabè-français

Cinq collectivités françaises ont déposé une demande de cofinancement conjointe, autour d'un projet d'accès à l'eau et à l'assainissement et du renforcement des services communaux. Ce projet s'inscrit dans une démarche "tripartite", rassemblant en tout huit partenariats de coopération décentralisée germano-burkinabè-français. Cette demande de financement est complétée par une demande déposée par les huit comités de jumelages allemands auprès de leur ministère de la Coopération. Le dépôt, en sus d'une demande de financement auprès de la Facilité eau de l'Union européenne, par les partenaires burkinabè, est en discussion.

Cités Unies France accompagne ce projet (secrétariat, gestion financière et comptable) ; pS-Eau apporte son expertise technique tout au long du projet.

Projet de Réseau d'Afrique de l'Ouest des laboratoires

Du 28 au 31 janvier 2010, Beyon Luc Adolphe Tiao, Ambassadeur du Burkina Faso en France, est allé à la rencontre des autorités locales et du monde des affaires de la ville de Lyon, en coopération avec la ville de Ouagadougou, et de la région Rhône-Alpes, en coopération avec la région des Hauts Bassins. Il y a rencontré des représentants de la fondation Mérieux qui a élaboré, en partenariat avec trois ministères de la santé d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali et Sénégal), un projet de Réseau d'Afrique de l'Ouest des laboratoires (RESAOLAB). Ce projet bénéficie d'un soutien financier de l'Agence française de Développement et vise à développer et soutenir le secteur des laboratoires d'analyses biomédicales, afin de lutter contre les maladies infectieuses. Au terme de cette visite, l'ambassadeur s'est entretenu avec la communauté burkinabè qui a rappelé l'importance de l'installation de la Chambre de commerce France-Burkina Faso, dont le siège est basé à Lyon, dans le renforcement de la coopération économique entre les deux pays.

Rencontre-débat sur la condition féminine, le samedi 13 mars 2010, à l'Ambassade du Burkina Faso

Dans le cadre de la Journée internationale de la femme, l'Ambassade du Burkina Faso en France organise une rencontre-débat précédée de la projection du film "Le fauteuil" du réalisateur Misa Hebie (Burkina).

Lieu : Salle des conférences de l'ambassade, 159, bd Haussmann, 75008 Paris.

Contacts et inscriptions :

Awa THIOMBIANO, conseiller culturel : 01 43 59 74 89

Blandine N'DO, Service social : 01 43 59 74 86

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, vice-président du Conseil général de l'Eure

L'Ambassadeur de France rencontre le groupe-pays Madagascar

Jean-Marie Châtaigner, Ambassadeur de France à Madagascar, est venu faire part de sa vision de la situation à Madagascar aux représentants des collectivités françaises engagées en coopération avec ce pays, le 5 février, à Cités Unies France. Ce point de vue a été complété par celui de Jean Fremigacci, maître de conférence d'Histoire contemporaine, spécialiste de Madagascar, Centre d'études des mondes africains, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne et de Philippe Randrianarimanana, président du Consortium de solidarité avec Madagascar. Monsieur Châtaigner a déconseillé les missions d'élus français pour les trois prochains mois. Il a rassuré l'assistance sur la situation sécuritaire, tandis que M. Randrianarimanana faisait part du sentiment d'insécurité latent qui prévalait au sein de la population. L'ensemble des intervenants ont souligné l'impossibilité d'avoir une vision sur le long terme.

MALI

Président du groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, maire de la Flèche

Information diffusée le 24 février au groupe-pays Mali et disponible depuis cette date sur le site de CUF

Libération de Pierre Camatte, mardi 23 février 2010

Charles Josselin, président de Cités Unies France, Guy-Michel Chauveau, président du groupe-pays Mali, Bertrand Gallet et toute l'équipe de Cités Unies France, soulagés d'apprendre la libération de Pierre Camatte mardi 23 février, s'associent à la joie de sa famille et de ses proches.

Pierre Camatte, président du comité de jumelage Gérardmer-Tidarmene, avait été enlevé dans la nuit du mercredi 25 novembre 2009, dans la ville de Ménaka, située au nord du Mali.

Mission du président du groupe-pays

Le président du groupe-pays s'est rendu en mission au Mali, du 10 au 17 février 2010. Il a rencontré les autorités maliennes et l'ambassadeur de France afin de discuter du contexte actuel de la coopération décentralisée franco-malienne.

Plusieurs points importants ressortis de ces échanges ont été transmis aux membres du groupe-pays, portant sur : l'insécurité qui affecte le nord du pays ; la situation alimentaire dans la région de Kidal ; le cofinancement de la coopération décentralisée dans le cadre de l'appel à projet 2010-2012 du MAEE ; le contexte général du pays aux plans économique,

social et de la décentralisation ; le calendrier des collectivités maliennes (premier Forum urbain de Bamako du 23 au 25 février 2010, Journées des communes 2009, reprogrammées pour mars 2010, à confirmer) ; la promotion auprès des villes jumelées, notamment françaises, de l'organisation d'une semaine du Mali sur leur territoire dans le cadre de la célébration du cinquantième de l'indépendance.

Informations complémentaires :

- sur le forum urbain de Bamako :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article986>

- sur les festivités et célébrations du cinquantième de l'indépendance :

www.mali50.gouv.ml

(Source : SCAC/Coopération décentralisée)

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la Communauté de communes Faucigny Glières

Situation économique et politique

La situation politique au Niger a changé le 18 février 2010, par la prise du pouvoir de la junte militaire et l'installation du Conseil Suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD).

Le président du groupe-pays Niger et le pôle Afrique de Cités Unies France ont pris soin, depuis lors, de contacter les représentations diplomatiques nigérienne en France et française à Niamey. Il ressort de ces échanges que la situation serait calme, tandis que semble s'organiser la mise en route d'institutions de transition.

Depuis plusieurs semaines, et à l'occasion d'un déplacement au Niger du président du groupe-pays et d'une représentante du pôle Afrique du 5 au 10 février, Cités Unies France a été alertée par des indicateurs inquiétants de risque d'une nouvelle pénurie alimentaire dans l'ensemble du pays, à très court terme, en raison notamment de l'insuffisance des pluies en 2009.

Les collectivités françaises partenaires de collectivités nigériennes sont invitées à maintenir les liens avec leurs interlocuteurs habituels au Niger et à consulter régulièrement les sites et portails d'information nigériens et internationaux.

Le groupe-pays Niger se réunira le 8 avril 2010, afin de partager les informations disponibles, officielles et émanant des partenaires au Niger, et mesurer ainsi les incidences possibles de ces évolutions sur la coopération décentralisée franco-nigérienne.

Prochaine réunion du groupe-pays Niger, le 8 avril 2010

Cette réunion portera principalement sur les évolutions de la situation alimentaire et du contexte politique dans le pays. Sera également abordée, la restitution de la mission de

février, dont l'objectif principal était la validation du montage de la 3^{ème} phase du programme concerté « Aniya » auprès des collectivités nigériennes et ministères concernés, des partenaires techniques et financiers du pays et de l'ambassade de France.

Une nouvelle phase de démarche concertée au sein du groupe-pays Niger : « Aniya 3 »

Le dispositif « Aniya » (en langues nationales nigériennes, signifie "volonté", "engagement"), a été mis en place en 2003, à l'initiative de Cités Unies France, pour favoriser de nouveaux partenariats entre collectivités françaises et nigériennes et apporter un appui à la réussite de la décentralisation en cours au Niger.

Avec les mêmes objectifs, le programme « Aniya 2 », toujours soutenu par les ministères des affaires étrangères nigériens et français, a poursuivi de 2006 à 2009, la dynamique de développement de la coopération franco-nigérienne et de renforcement des capacités des collectivités locales nigériennes.

Suite à l'évaluation prospective conduite en novembre 2008 et aux réflexions menées par les partenaires nigériens et français en 2009, décision a été prise de poursuivre cette concertation, au sein d'un programme « Aniya 3 ». Les échanges entre collectivités nigériennes et françaises ainsi qu'avec les institutions partenaires ont été validés entre le 5 et le 9 février 2010 à l'occasion d'une mission au Niger du président du groupe-pays et du pôle Afrique de Cités Unies France.

La demande de cofinancement déposée le 15 février est le résultat de l'ensemble de ces travaux : « Aniya 3 » vise en effet la promotion et la poursuite du développement de la coopération décentralisée franco-nigérienne, tout en insistant sur la nécessité d'échange, de réciprocité de la coopération, de capitalisation et de mutualisation des moyens et des expériences, au Niger et en France.

SENEGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille et conseillère communautaire

Prochaine réunion du groupe-pays Sénégal, le 18 mars 2010

La prochaine réunion du groupe-pays Sénégal se tiendra le jeudi 18 mars 2010, de 10h00 à 13h00, à Cités Unies France.

Alé Lo, président de l'Association Nationale des Conseils Ruraux, Aliou Niang, président de l'Association des Régions du Sénégal, Abdoulaye Balde, président de l'Association des Maires du Sénégal, Khady Gaye, chef de la Division des Accords du Partenariat de la Direction de la coopération décentralisée et Géraldine Tardivel, du Pôle de la Coopération non gouvernementale du Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France à Dakar, participeront à cette réunion.

Elle sera l'occasion de mettre l'accent sur la préparation des assises euro-sénégalaises de la coopération décentralisée qui se tiendront à Dakar, les 28 et 29 octobre 2010.

ACTUALITES SENEGAL

Fermeture des bases militaires françaises au Sénégal

La France s'apprête à fermer ses bases militaires au Sénégal mais entend y conserver un "pôle de coopération militaire à vocation régionale", a-t-on appris, le 19 février dernier, auprès du ministère de la Défense. « Le concept de base a vécu et on va vers autre chose, la mise en place d'un pôle de coopération régionale », a-t-on déclaré dans l'entourage du Ministre de la Défense Hervé Morin.

Le porte-parole de la Présidence sénégalaise avait affirmé un peu plus tôt que « les bases militaires françaises vont quitter Dakar en vertu d'un accord qui sera signé avant le 4 avril, par les deux parties ».

Quelque 1 200 militaires français sont actuellement "pré-positionnés" à Dakar.

« Les détails de la mise en oeuvre doivent encore faire l'objet de discussions avec la partie sénégalaise », a précisé le ministère de la Défense interrogé sur le nombre de militaires français qui pourraient être maintenus au Sénégal.

« L'idée est que l'on conclue les accords assez rapidement », ajoute-t-on de même source sans préciser de date. Des "emprises territoriales" seront restituées au Sénégal.

Publié au printemps 2008, le Livre blanc sur la Défense annonçait : « à terme, une présence (française) sur la façade atlantique du continent africain (et) une sur sa façade orientale », laissant entendre que l'une des bases riveraines de l'Atlantique, Libreville ou Dakar, serait sacrifiée.

« Nous allons rénover nos accords en Afrique et rééquilibrer nos bases militaires », avait prévenu le Président Nicolas Sarkozy, lors de la présentation de ce document.

Dans un discours au Cap (Afrique du Sud), en février 2008, Nicolas Sarkozy avait fixé le cadre général : renégociation des accords de défense signés par la France avec ses ex-colonies, transparence, prise en charge par l'Afrique de sa sécurité collective et européanisation des relations avec le continent en matière de sécurité.

(Source : AFP)

Enquête sur les inondations de 2009

Selon les résultats de l'enquête : « coût des dommages, pertes et impact des inondations sur les revenus des ménages et recettes des collectivités locales », par le capitaine Diop, publiée le 23 février 2010, les inondations de 2009 ont engendré au Sénégal des impacts estimés à 104 millions de dollars. Selon les recensements du gouvernement, lit-on : « environ 360 000 personnes ont été directement affectées dans les zones périurbaines de Dakar, notamment les quartiers de Pikine et Guédiawaye, et 125 000 dans le reste du pays, et parmi elles se trouvent les populations les plus vulnérables du Sénégal ». Le rapport indique que : « les Zones périurbaines de Dakar ont été les plus affectées et le coût des inondations est estimé à 82 USD, dont 42 USD en terme de dommages et 40 USD en pertes. A Pikine et Gédiawaye, les populations ont renoncé à certains besoins vitaux.

Les enquêtes menées dans ces zones révèlent que : « les ménages affectés vivent dans une

situation plus précaire après les inondations. L'ampleur des inondations de 2008 était plus faible que celle de 2009. 27% des ménages inondés de Pikine et Guédiawaye sont victimes d'insécurité alimentaire. La perte du revenu total des populations affectées est estimée à 14% du revenu annuel moyen des ménages. Les stratégies de survie adoptées par les ménages « après-inondation révèlent qu'ils ont dû renoncer, de façon temporaire ou permanente à certains de leurs besoins vitaux, en diminuant par exemple le nombre de repas journaliers ».

(Source: lasquotidien.com)

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Libéral, vice-présidente de la Communauté de communes de la Côte Roannaise

Mission de la présidente de groupe-pays

Suite aux réunions du 24 novembre 2009 du groupe-pays et du comité de pilotage du programme concerté, Monique Papot-Libéral se rendra au Togo en avril prochain.

Outre le suivi du partenariat entre la Communauté de communes de la Côte Roannaise et Pagouda, le second objectif de cette mission sera de s'entretenir, avec le poste diplomatique, les collectivités togolaises et les interlocuteurs habituels du groupe-pays, de la participation de Cités Unies France à l'organisation d'assises de la coopération décentralisée, prévues au dernier trimestre 2010, au Togo, du contexte général économique et politique du pays, du suivi du programme concerté, entré dans sa dernière année.

ACTUALITÉS TOGO

Election présidentielle du 4 mars 2010

Le président sortant du Togo Faure Gnassingbé a remporté l'élection présidentielle du 4 mars avec 60,92% des voix, a annoncé samedi la Commission électorale nationale indépendante (Céni), Faure Gnassingbé, 43 ans, a recueilli 1.243.044 voix lors de ce scrutin à un tour, et son principal adversaire, l'opposant Jean-Pierre Fabre, 692.584 voix (33,94%), sur 2.040.546 suffrages exprimés, selon un document transmis à la presse par la Céni. Très loin derrière, arrivé en troisième position, l'ancien Premier ministre,Yawovi Agboyibo, qui a recueilli 2,96% des votes. « Ces résultats seront transmis à la Cour constitutionnelle dans un délai de huit jours. Les recours pourront être introduits », a indiqué le président de la Céni, Issifou Taffa Tabiou.

Le taux de participation à cette élection, qui s'est déroulée jeudi sans heurts, a été de 64,68%. Quelque 3,2 millions d'inscrits étaient appelés aux urnes pour choisir leur président parmi sept candidats.

(Source : AFP)

AFRICITÉS

Africités, Marrakech, 16 au 20 décembre 2009

La cinquième édition du sommet Africités a porté sur le thème « La réponse des collectivités locales et régionales à la crise globale : promouvoir le développement local durable et l'emploi ». Vous trouverez en ligne sur le site de Cités Unies France la synthèse des recommandations des sessions de ce sommet, le compte-rendu de la réunion de concertation sur la mise en place de la plate-forme des collectivités territoriales de l'espace UEMOA, ainsi que les communiqués de presse rédigés par les associations de pouvoirs locaux françaises présentes lors du sommet.

Pour plus d'information merci de consulter le site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article831>.

Appel à projet 2010 CFSI/Fondation de France : « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest »

Les agriculteurs ouest-africains et leurs organisations doivent relever un triple défi avec leurs partenaires de coopération : réduire la sous-alimentation, assurer aux paysans un revenu digne et répondre aux exigences de gestion durable des ressources naturelles. La Fondation de France et le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) se sont associés pour lancer, en 2009, un nouveau programme de renforcement de l'agriculture familiale en Afrique subsaharienne, recentré à partir de 2010, sur l'Afrique de l'Ouest.

Les projets sont à déposer avant le 7 avril 2010. Les collectivités ne sont pas éligibles en direct. Le sont en revanche, les associations partenaires d'actions de coopération décentralisée.

Contact :

Anne-Françoise Taisne, CFSI

Site Internet : <http://www.cfsi.asso.fr/netkali/CFSI.aspx?IdItem=135&IdDoc=263>

Pour plus d'informations :

Constance Koukou, chargée de mission (Mali, Burkina Faso, Niger, Togo)

Courriel : c.koukou@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission (Mauritanie, Bénin, Madagascar)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Sénégal)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine

Réunion du Collectif Solidarité Haïti

Le 16 février 2010, une première réunion du Collectif Solidarité Haïti s'est tenue à Cités Unies France, dans le cadre de la mobilisation significative des collectivités territoriales françaises suite au séisme qui s'est abattu sur Haïti, le 12 janvier dernier. Lors de cette rencontre, Michel Saint-Croix, maire de Cap-Haïtien, de passage en France, a rappelé l'état de destruction de pays, suite au séisme, du point de vue humain, matériel, intellectuel, économique... 100 000 déplacés ont été accueillis au Cap Haïtien. Il a évoqué un nouveau drame dû aux pluies diluviennes qui se sont abattues sur la ville. Une école s'est effondrée, faisant quatre morts. Aldy Castor, président de l'Association Haitian Resource Development Foundation, basée à Miami, a confirmé la volonté de la diaspora haïtienne des Etats-Unis de conjuguer ses efforts avec ceux des collectivités territoriales.

Plusieurs interventions de la salle ont réaffirmé la place de l'Etat Haïtien souverain dans son pays. Celui-ci travaille en coordination avec de nombreux acteurs, et doit associer les collectivités territoriales dans la détermination des priorités. Le PNUD travaille en étroite coordination avec le gouvernement haïtien. Le PNUD concentre ses efforts sur le « relèvement rapide ». Son programme « Argent contre travail » (Cash for Work) emploie aujourd'hui 35 000 personnes rémunérées à hauteur de 5 USD (soit 180 gourdes) pour 6 heures de travail, à des tâches de déblaiement, de tri de matériaux...

Enfin, un certain nombre de collectivités territoriales françaises, déjà engagées avec des partenaires haïtiens, ont commencé à travailler directement avec ceux-ci pour répondre aux premiers besoins. Plusieurs d'entre elles se sont exprimées, comme Suresnes, Pontarlier, Paris, La Rochelle, la région Ile-de-France, l'IRCOD...

Les collectivités territoriales dans le processus de reconstruction

Le 8 février 2010, une réunion a eu lieu à Miami, en présence de Jean-Louis Testud et Philippe François, de la mairie de Suresnes, Nicolas Wit, directeur général adjoint de Cités Unies France, de maires états-uniens et, notamment, André Pierre, d'origine haïtienne, maire de North Miami (où la communauté haïtienne est importante), Aldy Castor et Michel Saint-Croix.

Les conclusions de cette rencontre visent à souligner que, dans le contexte actuel, les collectivités territoriales constituent un acteur incontournable. Les participants à cette réunion soutiennent la démarche d'André Pierre, qui va intervenir auprès du gouvernement de Haïti et des Etats-Unis, ainsi qu'auprès de Bill Clinton, émissaire spécial des Nations Unies pour Haïti, pour inscrire les collectivités territoriales dans le processus de reconstruction.

La Conférence des Donateurs

La Conférence des Donateurs aura lieu au siège des Nations Unies, à New York, le 31 mars prochain. Elle sera co-accueillie par les Nations Unies et le gouvernement des Etats-Unis. Pour préparer la conférence, quatre rencontres sectorielles seront organisées en amont, pour réunir les principaux acteurs non étatiques identifiés pour la reconstruction d'Haïti : les collectivités territoriales, la diaspora, les ONG et les entreprises.

La rencontre des collectivités territoriales au niveau mondial sera organisée par le gouvernement français, le 23 mars 2010, aux Antilles Françaises. Cette proposition française a été validée par Bill Clinton. La rencontre concernant la Diaspora sera organisée par le gouvernement canadien. La rencontre des ONG se fera sous l'égide des Nations Unies. Le secteur privé est invité par la BID et les Etats-Unis.

Visite de Jean-Yves Jason, maire de Port-au-Prince, à Paris

Jean-Yves Jason, maire de Port-au-Prince, en visite à Paris, a été reçu par Bertrand Delanoë, maire de Paris, le 23 février 2010, pour établir avec lui des pistes de coopération et le rôle de la Ville de Paris dans la reconstruction de Port-au-Prince. Jean-Yves Jason a rencontré les associations nationales d'élus, à l'Hôtel de Ville de Paris, ainsi qu'un certain nombre de représentants des collectivités territoriales françaises. Il a fait état des lourdes pertes humaines, occasionnées par le tremblement de terre, et des importants dégâts matériels. Port-au-Prince est, en effet, une ville détruite à 80%. Il a exposé l'importance de hiérarchiser les priorités de la reconstruction, pour mieux recevoir les contributions. « Il faut avoir une approche globale intégrée, et créer des pôles de développement pour soulager la pression de Port-au-Prince », a-t-il déclaré.

Jean-Yves Jason a affirmé que les collectivités haïtiennes se posent en interlocuteur du gouvernement haïtien dans la situation actuelle.

ARGENTINE

Président : Jean-Phillipe Magnen, adjoint au maire, Ville de Nantes

Fonds de soutien à la coopération décentralisée

Fin 2009, un fonds de soutien à la coopération décentralisée franco-argentine a été créé. Un accord-cadre a été signé entre l'Ambassade de France et le Conseil Fédéral d'Investissements (CFI). Cet organisme a pour objectif principal de promouvoir le développement des provinces argentines.

Vous pouvez télécharger le texte de l'accord-cadre sur le site Internet de Cités Unies France.

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission, pôle Amérique latine et Caraïbes

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

JAPON

Deuxièmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, les 12 et 13 mai 2010, à Kanazawa : deux dernières réunions du Comité de pilotage

La quatrième réunion du Comité de pilotage français aura lieu le mercredi 10 mars 2010, de 15h00 à 17h00, Salle Félix Eboué - Ministère des Affaires étrangères et européennes, 57, Boulevard des Invalides, 75007 Paris.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article982>

La cinquième réunion du Comité de pilotage français aura lieu le mercredi 28 avril 2010 (le lieu sera précisé ultérieurement).

Pour plus d'informations, merci de consulter le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article983>

Pour plus d'informations :

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Séminaire franco-tchèque sur les partenariats publics privés, le 5 mars 2010

L'ambassade de France en République Tchèque a organisé, à Prague, le vendredi 5 mars 2010, un séminaire sur les partenariats publics privés (PPP).

Ce séminaire devait permettre de poursuivre les échanges engagés sur ce thème depuis la signature en 2008, par le Président de la République française, du partenariat stratégique qui a fait des PPP un axe majeur de la coopération institutionnelle entre les deux pays. Il s'agissait aussi d'apporter une expertise et un savoir-faire à la partie tchèque sur ce qui est devenu une priorité gouvernementale.

Les élus ou experts des collectivités françaises qui ont fait le déplacement à Prague pour participer au séminaire ont aussi été conviés à assister à la réunion que Mme Idrac, Ministre du Commerce extérieur, a eu à Prague avec le Ministre du Développement régional, le jeudi 4 mars à 17h30.

BOSNIE ET HERZÉGOVINE

Réunion de préparation de la 7^{ème} Conférence sur la charte européenne des droits de l'homme dans la ville

Une réunion de préparation de la 7^{ème} Conférence sur la charte européenne des droits de l'homme dans la ville, qui aura lieu à Tuzla (partenaire de Saint Denis), en octobre 2010, s'est tenue à Saint-Denis (93), vendredi 19 février 2010. Etaient représentées les villes de Saint-Denis, Tuzla, Barcelone, San Sebastian, Bobigny, Genève, Ljubljana, la Communauté urbaine de Plaine Commune, Nantes (Secrétariat permanent International "Droits de l'Homme et Gouvernements Locaux") ainsi qu'un représentant du secrétariat technique de CGLU.

Cette réunion préparatoire avait plusieurs objectifs : déterminer le contenu des différentes communications, identifier les intervenants sur les thèmes retenus, identifier les interlocuteurs européens à inviter à Tuzla et travailler à la déclaration finale.

La charte s'inscrit dans l'engagement des villes, pris à Barcelone, en 1998, en faveur de la culture des droits de l'homme. Elle a ensuite été rédigée et ratifiée par 58 municipalités, à l'issue de la première Conférence qui s'est déroulée à Saint-Denis, en 2000. Aujourd'hui, la charte compte 450 signataires.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe, Balkans)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS ALGÉRIE

Relations bilatérale franco-algériennes

Le Secrétaire général de l'Elysée, Claude Géant, et le Conseiller diplomatique, Jean-David Levitte, se sont rendus à Alger, le dimanche 21 février 2010, pour évoquer les points de tension dans les relations diplomatiques entre les deux Etats qui connaissent un refroidissement depuis plusieurs mois. Les deux représentants français ont rencontré le Premier ministre algérien, Ahmed Ouyahia, ainsi que le Ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci. Ils se sont entretenus sur les différents contentieux existant entre Alger et Paris, contentieux qui se sont accumulés ces derniers mois (le dossier des moines de Tibhirine, le traitement de l'affaire du diplomate Mohamed Ziane Hasseni, l'inscription de l'Algérie sur la « liste noire » des pays à risque en matière de sécurité aérienne, la loi sur la criminalisation du colonialisme français...). Ils ont tenté de trouver « des pistes de travail communes » et de relancer les relations franco-algériennes.

La visite d'Etat du Président A. Bouteflika en France, initialement prévue en janvier 2010 et reportée à plusieurs reprises, n'est à ce jour pas fixée et aucun ministre n'a pu rencontrer le Président algérien, depuis F. Fillon, en 2008.

(Source : Le Monde du 22 février : « Des émissaires de l'Elysée pour renouer le dialogue avec l'Algérie »)

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Un fonds conjoint en soutien à la coopération décentralisée franco-marocaine

A l'occasion d'une réunion initiée par Antoine Joly, Délégué à l'action extérieure des collectivités territoriales, le 12 février dernier, et en présence de M. Boutayeb, directeur de direction générale des collectivités locales au Ministre de l'Intérieur au Maroc, la création d'un fonds conjoint de soutien à la coopération décentralisée franco-marocaine a été confirmée.

Ce fonds permettra de capitaliser sur les expériences du Laboratoire à maîtrise d'ouvrage du programme PAD (programme d'appui à la Décentralisation). L'ensemble du dispositif devrait être opérationnel à partir du mois d'avril.

Une réunion du groupe-pays Maroc sera organisée dans la suite du lancement du dispositif pour le présenter aux collectivités françaises.

Forum des autorités locales Union européenne - Maroc

Dans le cadre des activités prévues lors de la Présidence espagnole de l'Union européenne, et précédant le sommet UE Maroc qui aura lieu le 8 mars 2010, à Grenade, le Fonds Andalou des Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSI) organise, conjointement avec le secrétariat d'Etat pour l'Union européenne du ministère des Affaires étrangères et de

coopération et la Direction générale des collectivités locales du Maroc, le 1er Forum des autorités locales Union européenne - Maroc, à Cordoue.

Les objectifs de ce Forum sont, d'une part, de contribuer aux contenus du Sommet UE - Maroc, sur des thèmes considérés clés pour les gouvernements locaux de ces territoires, et d'autre part, approfondir les liens de coopération décentralisée vers la construction d'un agenda commun entre les gouvernements locaux de l'UE et du Maroc.

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Programme concerté Liban

Conformément à ce qui avait été décidé les 22 janvier et 9 décembre dernier, le projet de programme concerté des collectivités françaises en faveur des villes libanaises a été déposé par Cités Unies France auprès du ministère des Affaires étrangères et européennes, le 15 février 2010.

Ce programme a pour objectif d'accompagner les villes libanaises dans leur réflexion sur la décentralisation par l'organisation de cinq séminaires en trois ans. Ces séminaires déclineront sur des thématiques choisies de concert avec le Comité des maires, la manière dont s'organise au quotidien une gestion décentralisée de la chose publique locale. Les enseignements tirés de cette démarche alimenteront le débat actuel sur l'organisation de la décentralisation au Liban.

Huit collectivités françaises sont engagées dans la démarche, mais le programme reste ouvert aux autres collectivités souhaitant y contribuer.

Une réunion du groupe-pays se tiendra sur ce sujet au mois de mars ou avril (date à préciser).

Les informations relatives à ce programme sont disponibles sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article962>

ISRAEL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Réunion du groupe-pays Israël, le 15 mars 2010

La prochaine réunion du groupe-pays Israël aura pour but de présenter les conclusions des Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne, qui se sont tenues à Paris, les 2 et 3 novembre 2009. Cette réunion sera aussi l'occasion de faire le point sur les activités à venir du groupe-pays.

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine (RCDP) : Claude Nicolet, conseiller communautaire, Dunkerque

Appel à cotisations au RCDP 2010

« Le Proche-Orient a été, une nouvelle fois, au centre de l'actualité politique internationale en 2009. L'occupation israélienne ne s'arrête pas, mais au contraire se renforce jour après jour éloignant tout espoir d' « une solution rapide et équitable du conflit ». L'idée même d'un Etat palestinien paraît par moments être remise en question par les événements sur le terrain.

Le peuple palestinien avec sa force et sa résilience doit être une des raisons pour poursuivre nos efforts.

Le cœur de notre action rester la coopération au service des populations en France et en Palestine. Plus que jamais, il est nécessaire de renforcer les nombreuses coopérations en cours, non seulement en direction des villes palestiniennes mais également des institutions et des villages palestiniennes. Pour cela, nous souhaitons que de nombreuses collectivités rejoignent le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine. Le cycle des consultations que le RCDP a récemment lancées en partenariat avec l'Agence Française de développement (AFD) s'inscrit dans la volonté de renforcer davantage les outils à disposition de la coopération décentralisée et, particulièrement, les partenariats des collectivités locales engagées en Palestine. »

Claude Nicolet, Président du RCDP

Réunion AFD - RCDP

Une réunion d'échange entre le président du RCDP et les responsables de l'AFD a eu lieu le vendredi 19 février dernier. Cette réunion faisait suite à l'atelier du 13 janvier, organisé à l'AFD, en présence de nombreuses collectivités françaises intervenant en Palestine. L'objectif principal était de dresser les grandes lignes de l'articulation entre l'AFD et la coopération décentralisée (et plus particulièrement le RCDP).

Les participants à la réunion se sont accordés sur la nécessité et l'intérêt de mettre en regard les approches macro-sectorielle de l'AFD et micro des collectivités, ainsi que la pertinence d'une meilleure articulation entre l'AFD et la coopération décentralisée. D'un point de vue politique, cela permet d'assurer la cohérence entre les approches terrain et les politiques développées par l'AP.

Il a été décidé d'organiser les événements suivants :

- au niveau local (Palestine) : réunion AFD/SCAC/RCDP/AP -MDLF (Fonds de développement des municipalités (établissement public) + MoPAD (Ministère du Plan palestinien) pour présenter les différents vecteurs d'intervention de l'aide française en Palestine à destination des municipalités et engager des discussions préliminaires sur l'organisation d'assises de la coopération décentralisée, en 2010

ou 2011. Cette réunion pourra être organisée à l'occasion d'un déplacement du RCDP en Palestine ;

- au niveau français : à l'occasion d'une prochaine réunion du RCDP, organiser une session d'échanges entre l'AFD et les collectivités autour de projets menés par ces entités; les thèmes identifiés pour l'AFD sont « municipalités & MDLF » et « le secteur de l'eau » ; à l'issue de cet échange, qui devrait faire émerger plus de questions de la part des CL, une nouvelle réunion en comité restreint (AFD/RCDP/MAEE) pourra être organisée.

Séminaire : « La construction de l'Etat Palestinien et le rôle de la coopération décentralisée et des collectivités territoriales : enjeux et perspectives »

Une réunion d'information et d'échange sur la Palestine, son actualité et le rôle des collectivités locales sera organisée le 6 juillet 2010, à l'occasion de l'Assemblée générale de Cités Unies France, au Palais de Congrès, à Paris. Des réunions de préparation seront prochainement organisées par le RCDP.

Communiqué de presse du Comité international pour la sauvegarde et la promotion de la Ville d'Hébron

« Le Comité international condamne l'annonce du gouvernement israélien, du 21 février 2010, d'inscrire la mosquée d'Abraham (caveau des Patriarches), localisée dans la Ville d'Hébron, lieu saint pour les trois religions monothéistes, au patrimoine des sites archéologiques d'Israël.

L'annonce faite par le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, contrevient gravement au droit international... »

Retrouvez le communiqué de presse sur le site Internet de Cités Unies France.

Le comité international pour la sauvegarde et la promotion de la ville d'Hébron, créé en 2009, est co-présidé par le maire d'Arcueil, de Belfort et d'Hébron. Il a pour objectif de défendre l'universalité de l'héritage culturel de la vieille ville d'Hébron en accompagnant les actions de valorisation et de sauvegarde conduites par les autorités palestiniennes.

ACTUALITÉS PALESTINE

Elections municipales en Palestine

Le Chef de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a décidé de la tenue des élections municipales palestiniennes pour le mois de juillet 2010. Il s'agit du premier vote après la défaite il y a quatre ans du Fatah face au Hamas qui avait obtenu la majorité des sièges au parlement.

WorldPress photos

Reportages sur la Palestine et la guerre de Gaza

La galerie des gagnants :

http://www.worldpressphoto.org/index.php?option=com_photogallery&task=blogsection&id=20&Itemid=257&bandwidth=high

PROCHE ORIENT

Réseau européen pour la Paix au Proche Orient

La dernière réunion du Réseau européen pour la Paix au Proche-Orient a été organisée à Barcelone, les 8 et 9 février. Elle a conforté la volonté de ses fondateurs de renforcer l'efficacité de cette plateforme et de soutenir davantage les activités de ces membres. Les quatre Réseaux des villes nationaux, d'Italie, France et Espagne, ont décidé de répondre à l'appel à propositions de l'Union européenne « Acteurs non étatiques », afin de renforcer le rôle et la structure du Réseau et accroître ainsi ses capacités d'intervention au Proche-Orient.

ACTUALITÉS TURQUIE

Présidence espagnole de l'Union européenne : Madrid espère accélérer les négociations sur l'adhésion de la Turquie

L'Espagne qui occupe, depuis le 1er janvier 2010, la présidence tournante de l'UE, souhaite accélérer les négociations d'adhésion de la Turquie. « Nous avons quatre chapitres thématiques de négociations en tête et nous espérons les ouvrir », a déclaré le chef de la diplomatie espagnole Miguel Angel Moratinos.

En décembre 2009, les 27 ont ouvert un 12e chapitre sur la liste des 35 qui jalonnent les pourparlers d'adhésion, engagés en octobre 2005, par la Turquie. L'UE bloque, depuis 2006, huit chapitres de négociations en raison du refus des Turcs d'ouvrir leurs ports et aéroports aux Chypriotes grecs.

(Source : Courrier du Bosphore, février 2010)

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission (Maroc, Liban, Tunisie, Algérie)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

Programme ANE & AL : Appel à propositions pour les autorités locales - notes succinctes de présentation : délai clos

Le 25 février 2010 était la date limite de dépôt des notes succinctes dans le cadre de l'appel à proposition pour les autorités locales. De nombreuses collectivités françaises ont présenté une note sur cet appel multi-pays.

Programme ANE & AL - Appels à propositions décentralisés (Objectif Ia) : actions dans un pays partenaire

Dans le cadre de ce même programme « acteurs non étatiques et autorités locales », 42 appels à propositions décentralisés sont attendus pour 2010 (Burundi, Cap Vert, République Dominicaine, Haïti, Côte d'Ivoire, Kenya, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, RCA, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Togo, Zambie, Zimbabwe, Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Venezuela, Afghanistan, Cambodge, Indonésie, Kazakhstan, Laos, Philippines, Thaïlande, Vietnam, Arménie, Biélorussie, Géorgie, Jordanie, Liban, Maroc, Yémen).

Ils seront publiés après l'adoption du programme annuel d'action 2010.

Les derniers appels décentralisés in-country du budget 2009 sont publiés :

- **Namibie** : enveloppe : 1 million d'euros - date limite de soumission des notes : 9 mars
- **Vietnam** : enveloppe : 2 099 000 euros - date limite de soumission des notes : 12 mars
- **Ouganda** : enveloppe : 4 850 000 euros - date limite de soumission des notes : 22 mars
- **Soudan** : enveloppe : 5 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 25 mars
- **Indonésie** : enveloppe : 1 million d'euros - date limite de soumission des notes : 29 mars
- **Pérou** : enveloppe : 2 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 6 avril
- **Afghanistan** : enveloppe : 3 900 000 euros - date limite de soumission des notes : 20 avril

La Facilité ACP-UE pour l'eau

La facilité ACP-UE pour l'eau a été créée en 2004, pour cofinancer des projets visant à améliorer l'accès des populations démunies à l'eau potable et à des services d'assainissement. La facilité eau est financée par le 10ème Fonds européen de développement (FED).

Sortie le 11 février - 110 millions d'euros - 1^{ère} composante

Dans le cadre du 10ème FED, a été publiée, le 11 février dernier, la Facilité ACP-UE pour l'Eau intitulée « Eau, Assainissement et Promotion de l'Hygiène pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement ». Le montant de l'enveloppe financière est de 110 millions d'euros. La subvention demandée doit être comprise entre 500 000 et 2 500 000 euros.

Date limite de dépôt des dossiers : **2 juin 2010**.

Attention : cet appel est un appel ouvert : les notes succinctes et les dossiers complets doivent être envoyés en même temps.

L'AFD lance un appel à propositions aux ONG, complémentaire à la Facilité ACP-UE pour l'eau. CUF fait partie du comité de suivi de cet appel AFD.

Sortie 24 février - 40 millions d'euros - 2^{ème} composante

Un appel à propositions distinct, relatif à la composante « projet de partenariats pour le renforcement des capacités dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays ACP » de 40 millions d'euros, a été publié le 24 février. Ces objectifs sont relatifs à la gouvernance de l'eau et la gestion des ressources en eau (partenariat/renforcement des capacités).

La subvention accordée doit être comprise entre 250 000 et 1 millions d'euros. Le projet doit durer de 24 à 60 mois. La date limite de soumission des notes succinctes est le 6 octobre 2010 (appel à propositions en deux étapes).

PLATFORMA : Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement

Réunion des membres

RAPPEL : La Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement, lancée en novembre 2008, et soutenue financièrement par la Commission européenne, a vocation :

- à faciliter la diffusion de l'information et des expériences,
- à coordonner la voix et les positions des autorités locales et régionales,
- à consolider le dialogue des autorités locales et régionales avec les institutions européennes, et en particulier avec la Commission européenne, et les ONG.

Elle regroupe une vingtaine de partenaires représentatifs des autorités locales et régionales, dont Cités Unies France. Le portage administratif et le secrétariat technique sont assurés par le CCRE.

Le 4 février 2010, les membres de Platforma se sont réunis à Bruxelles. Des échanges ont eu lieu sur les activités de Platforma et sur son avenir. De nouvelles structures se sont montrées intéressées pour rejoindre Platforma (comme, par exemple, le FOGAR, la région Toscane ou la députation de Barcelone). Il a été décidé que Pierre Schapira représenterait désormais politiquement la Plateforme.

Une personne supplémentaire a été recrutée pour assurer le suivi de la charte européenne pour les autorités locales au sein de Platforma.

Palerme II

La Commission a lancé un processus de dialogue quadrilogue entre la Commission, le Parlement, les Etats membres et les plateformes de la société civile sur la politique de coopération pour la programmation 2014-2020. L'objectif de ce dialogue est de proposer

des améliorations concernant les programmes communautaires et concernant le partenariat avec les institutions européennes. Le lancement officiel de ce dialogue aura lieu le 23 mars prochain, à Bruxelles.

Réunion de compte-rendu des assises de la coopération décentralisée du 2 décembre 2009, organisée par le Comité des Régions

La réunion avait pour objectifs de présenter le bilan que la Commission et le Comité des Régions dressent de l'édition 2009 et de présenter les actions envisagées pour mettre en œuvre les propositions qui ont résulté des Assises. Il y a également eu des discussions préliminaires sur la prochaine édition.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



CGLU - Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux 2010

Première annonce

Cités Unies France a diffusé à tous ses adhérents la première annonce du congrès de notre organisation mondiale, Cités et Gouvernements locaux unis, prévu du mercredi 17 au samedi 20 novembre 2010, à la ville de Mexico.

Cités Unies France invite ses adhérents, dès maintenant, à préparer leur participation à ce temps fort unique. Nous avons l'intention de saisir l'occasion du congrès pour organiser plusieurs réunions bilatérales. Cités Unies France vous tiendra informé du programme et de différentes initiatives.

Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux 2010
3^e Congrès de CGLU
Ville de Mexico, 16 - 20 novembre 2010

Merci de le télécharger en format PDF :

[http://www.cities-localgovernments.org/upload/docs/docs_en_telechargements/
Primer_avis_FR.pdf](http://www.cities-localgovernments.org/upload/docs/docs_en_telechargements/Primer_avis_FR.pdf)

Visitez le site du pré-Congrès : www.uclgcongress.com

RÉSEAU IMPACT

Après plus de sept années de production intellectuelle, d'animations de groupes de travail et de recherche-action sur les politiques publiques de réduction de la pauvreté et des inégalités, le réseau IMPACT ferme ses portes. Cités Unies France avait participé à ses réflexions, qui avaient notamment abouti à la coproduction d'un livre « Pauvreté et inégalités en Afrique subsaharienne », « le difficile rôle des collectivités locales et l'apport de la coopération décentralisée », publié en 2002.

Ce réseau a contribué à enraciner l'articulation entre lutte contre la pauvreté dans les politiques publiques de développement. Les sujets sur lesquels il a travaillé au cours des dernières années : pauvreté et approche par les droits, justice et équité, croissance inclusive, vulnérabilité, restent plus que jamais d'actualité dans un contexte international marqué par des disparités persistantes.

Merci de consulter le site Internet où sont consultables tous ses travaux, y compris les dernières parutions : www.reseau-impact.org

CAHIERS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Numéro 2 : appel à contributions

L'appel à contributions est ouvert. Le comité de rédaction se réunit environ tous les quatre mois pour examiner les contributions reçues. **L'appel à contribution est donc ouvert en permanence.**

Toutefois, pour le deuxième numéro (à paraître en juin 2010), les contributions sont à retourner pour **le 9 avril 2010 au plus tard.**

N'hésitez pas à nous transmettre vos articles !

Toutes les informations à ce sujet sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article557>

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Nouvelle étude de l'OCDE : les performances inégales de l'aide au développement pour 2010 suscitent des inquiétudes

L'aide aux pays en développement pour 2010 va atteindre des niveaux records exprimés en dollars après avoir augmenté de 35% depuis 2004. Ce sera néanmoins toujours moins que les aides promises par les principaux donateurs de la planète il y a cinq ans à l'occasion des sommets de Gleneagles et du Millénaire +5. Même si une majorité de pays respectera ses engagements, les résultats insatisfaisants de plusieurs grands donateurs signifient qu'il y aura un manque à gagner significatif, selon une nouvelle étude de l'OCDE.

L'Afrique, en particulier, ne recevra probablement que 12 milliards USD sur les 25 milliards supplémentaires prévus à Gleneagles, en grande partie en raison des contributions insuffisantes de certains donateurs Européens dont la part de l'aide publique au développement (APD) à l'Afrique est importante.

En 2005, les 15 pays qui sont à la fois membres de l'Union européenne et du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (CAD) se sont engagés à atteindre un objectif minimal d'APD par pays de 0,51% de leur revenu national brut (RNB).

Certains pays vont dépasser cet objectif : la Suède, avec la proportion d'APD par rapport au RNB la plus élevée du monde (1,03%), est suivie par le Luxembourg (1%), le Danemark (0,83%), les Pays-Bas (0,8%), la Belgique (0,7%), le Royaume-Uni (0,56%), la Finlande (0,55%), l'Irlande (0,52%) et l'Espagne (0,51%). D'autres n'y parviendront qu'avec difficulté : la France (0,46%), l'Allemagne (0,40%), l'Autriche (0,37%), le Portugal (0,34%), la Grèce (0,21%) et l'Italie (0,20%).

Les autres pays du CAD ont pris des engagements à hauteur variable pour 2010, et la plupart, mais pas tous, les honoreront. Les Etats-Unis se sont engagés à doubler leur aide à l'Afrique sub-saharienne entre 2004 et 2010. Le Canada s'est fixé comme objectif de doubler le montant de son enveloppe 2001 pour l'aide internationale, d'ici à 2010, en valeur nominale. L'Australie visait 4 milliards de dollars australiens. La Nouvelle-Zélande prévoit d'atteindre un niveau d'APD de 600 millions de dollars néo-zélandais, d'ici à 2012-2013. Ces quatre pays semblent être sur la bonne voie pour atteindre ces objectifs. La Norvège maintiendra le niveau de son APD à 1% de son RNB, et la Suisse parviendra probablement à 0,47% de son RNB, dépassant son objectif initial de 0,41%.

Tous ces chiffres sont des estimations fondées sur les prévisions nationales de budget consacré à l'aide pour 2010 lorsqu'elles sont disponibles et sur les estimations de RNB prévisionnelles.

Commentant ces chiffres, le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, a déclaré : « Il est rassurant de voir que la plupart des donateurs reconnaissent leurs responsabilités internationales. Alors que nous nous dirigeons vers de nouveaux cycles de discussions concernant le financement du changement climatique et les inquiétudes à propos de la sécurité alimentaire, j'encourage tous les donateurs à mener à bien leurs promesses en matière de développement ».

(Source : OCDE)

COOPÉRATION FRANÇAISE

Vers une stratégie française pour la coopération au développement

Conformément aux décisions prises par le Comité interministériel pour la coopération internationale et le développement (CICID), en juin dernier, le ministère des Affaires étrangères et européennes a entrepris une démarche de consultation interministérielle et avec les représentants non gouvernementaux, afin de redéfinir une stratégie globale pour la coopération au développement française.

Ce processus s'étend de janvier à avril ; le document final devrait être acté lors du prochain CICID, en juin 2010.

OMD

Objectifs du Millénaire, les collectivités doublement engagées

2010 marque les 2/3 du parcours des OMD.

Voici dix ans que 190 Etats se sont engagés à réduire de moitié l'extrême pauvreté, d'ici 2015. Les collectivités sont à la fois acteurs de développement, agissant pour l'atteinte des OMD sur leur territoire et avec leur partenaire de coopération décentralisée, mais aussi des vecteurs de mobilisation citoyenne (éveil citoyen/éducation au développement) et des porteurs de parole politique (plaidoyer).

Aussi, Cités Unies France a décidé, en 2010, de poursuivre son engagement au sein de Action mondiale contre la pauvreté France, afin de porter avec des membres de la société civile des messages communs, et d'initier une mobilisation spécifique aux collectivités territoriales, conjointement aux autres associations d'élus (AMF, ADF, ARF, AFCCRE) et en partenariat avec la Campagne des Nations Unies pour le Millénaire. Affaire à suivre !

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (OMD)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (questions juridiques)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Forum des autorités locales Union européenne - Maroc	Cordoue	2 - 3 mars	FAMSI/ Ministère des Affaires étrangères espagnol/ DGCL du Maroc
Séminaire franco-tchèque sur les partenariats publics - privés	Prague	5 mars	Ambassade de France en République tchèque
Comité de pilotage « 3 ^{ème} assise de la coopération franco-chinoise »	ARF	9 mars	Ministère des Affaires étrangères et européennes
Quatrième réunion du Comité de pilotage français des Deuxièmes rencontres franco-japonaises, à Kanazawa	Paris	10 mars	Comité de pilotage
Séminaire de Plateforma : « Le rôle des autorités locales et régionales dans l'engagement des nouveaux Etats membres de l'UE dans la coopération au développement »	Bucarest	11 - 12 mars	Plateforma
Réunion du groupe-pays Israël	Siège de CUF	15 mars	CUF
Réunion du groupe-pays Sénégal	Siège de CUF	18 mars	CUF
Gestion et gouvernance de l'assainissement	Strasbourg	18 - 19 mars	IRCOD Alsace/ Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg
Journée de restitution de l'étude EDUCASOL - CUF	Siège de CUF	25 mars	CUF/ EDUCASOL
Forum urbain mondial	Rio de Janeiro	22 - 26 mars	Forum (en France : Partenariat français pour la ville et les territoires)
Réunion du groupe-pays Bénin	Siège de CUF	26 mars (matin)	CUF
Réunion du groupe-pays Burkina Faso	Siège de CUF	9 avril	CUF

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Atelier international : "Patrimoine urbain en Méditerranée : Développement économique et social"	Arles	22 - 23 avril	Ville d'Arles
Bureau exécutif de CGLU et Assemblée générale extraordinaire de CGLU	Chicago	26 - 28 avril	CGLU
Cinquième réunion du Comité de pilotage français des Deuxièmes rencontres franco-japonaises, à Kanazawa	Paris MAEE	28 avril	Comité de pilotage
Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée	Barcelone	2 - 3 mai	Commission Méditerranée de CGLU
Réunion du groupe-pays Bénin	Siège de CUF	5 mai (matin)	CUF
Deuxièmes rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise	Kanazawa	12 - 13 mai	Comité de pilotage
Deuxième FALP, pour des métropoles solidaires	Getafe (Espagne)	10 - 11 juin	Commission Inclusion sociale de CGLU
3 ^{èmes} rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise	Nanking	18 - 20 juin	Comité de pilotage
Forum mondial des Droits de l'Homme	Nantes	28 juin ou 1^{er} juillet	Commission CGLU/Pays de la Loire, Nantes
Premières assises de la coopération décentralisée et culture	Toulouse	1 ^{er} - 2 juillet	CUF / Ville de Toulouse
Forum « Action internationale des collectivités territoriales »	Palais des Congrès, Paris	5 - 6 juillet	CUF
Université d'été du CRID (collectif d'ONG)	Pessac (33)	7 au 10 juillet	CRID/ partenaires

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 euros

- Dossier pays POLOGNE (édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE (édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE (à paraître 2010)
- Dossier pays INDE (à paraître 2010)
- Dossier pays JAPON (2007)
- Dossier pays TURQUIE (2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAËL (2007)
- Dossier pays PALESTINE (2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006) (épuisé - nouvelle édition à paraître en 2010)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays HAÏTI (à paraître en 2010)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays MALI (première édition 2009)
- Dossier pays TOGO (première édition 2009)
- Dossier pays BÉNIN (à paraître en 2010)
- Dossier pays BURKINA FASO (à paraître en 2010)
- Dossier pays NIGER (à paraître en 2010)
- Dossier pays CAMEROUN (à paraître en 2010)
- Dossier pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître en 2010)

RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE LA COOPERATION DÉCENTRALISÉE : 15,00 euros

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains (France - Etats-Unis)
- franco-américains (en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabé
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens
- franco-camerounais

COLLECTION « RÉFLEXIONS » : 15,00 euros

NOUVEAU !

- **L'éducation au développement et à la solidarité internationale** (CUF-Educasol - mars 2010)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)

COLLECTION « RÉFÉRENCE » : 25,00 euros

NOUVEAU !

- **Coopération décentralisée et alimentation en Afrique** (CUF-CFSI - mars 2010)
- **Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international** (novembre 2009)
- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (deuxième édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- Dossier pays VIETNAM (2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)
15 euros
 - L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée
10 euros
 - Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)
10 euros
 - Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire : Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* en partenariat avec F3E et PAD Maroc (2009)
10 euros
 - Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan - 2009)
22 euros
 - **Cahiers de la coopération décentralisée**
L'action internationale des collectivités locales - n° 1 - juin 2009
30 euros (15 euros pour les adhérents de CUF)
- PROMOTION !**
- Dossier pays PALESTINE + DVD
« Voter en Palestine » - 35 euros

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom :
Prénom :
Fonction :
Collectivité :
Adresse :
CP : Ville :
Tél. : Fax :
Courriel :

Je joins un chèque de euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Katarina FOTIC, responsable des publications
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :
www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org